



Données sur l'égalité des sexes au Cameroun

Les crises touchant le Cameroun affectent différemment les filles, les garçons, les femmes et les hommes. Etre un jeune garçon, une adolescente, un homme dans la force de l'âge ou une femme âgée détermine grandement le rôle que chacun joue au sein de la famille et de la communauté, mais aussi son expérience, ses capacités et ses priorités sur ce que devraient apporter l'assistance humanitaire et les services de protection. En tant qu'acteurs humanitaires, il est de notre responsabilité de comprendre ces différences et de planifier une aide qui assiste tous les segments de la population, tout en ne mettant personne à risque. Ce document vise à aider la communauté humanitaire au Cameroun - en particulier OCHA et les secteurs- dans le développement de leur aperçu des besoins (HNO) pour 2020¹.

CHIFFRES CLEFS

- Alors que 39% de la population nationale vit sous le seuil de pauvreté, ce taux s'élève à 51,5% pour les femmes. 79,2% d'entre elles sont en situation de sous-emploi.
- Seulement 3% des femmes sont propriétaires d'une maison sans titre foncier et 1,6% sont propriétaires d'un titre foncier à leur nom.
- Les femmes représentent 71,6% des travailleurs du secteur informel agricole
- 32,5% des femmes de plus de 25 ans ont atteint un certain niveau d'éducation secondaire (39,2% pour les hommes).
- Les garçons ont un accès privilégié à l'éducation : Leur taux de scolarisation brut est de 125% au primaire (110% pour les filles). Ils sont 65% à être inscrits au secondaire (53% pour les filles)
- Le pourcentage de femmes au parlement en 2017 était de 27,1%
- La prévalence de la malnutrition chez les moins de 5 ans est plus élevée chez les garçons que chez les filles.
- En moyenne, chaque femme camerounaise donne naissance à 5,1 enfants.
- Le taux de mortalité maternelle est de 782 pour 100 000 naissances vivantes.
- Le taux d'adolescentes âgées de 15 à 19 ans donnant naissance à un enfant est de 105,8 pour 1000.
- La prévalence du VIH chez les 15 à 49 ans est de 5% pour les femmes et de 2,3 % pour les hommes
- 43,2% des femmes en union sont confrontées aux violences conjugales. Ce sont 39,8% et 14,5% d'entre elles qui sont respectivement confrontées aux violences émotionnelles et sexuelles. En tout, 56,4% des femmes en union ont été confrontées à au moins l'une de ces formes de violences
- Les jeunes hommes et les hommes sont davantage confrontés aux arrestations arbitraires, enrôlements forcés et exécutions extrajudiciaires ainsi qu'aux risques de blessures ou de décès directement liés au conflit.
- Les femmes consacrent en moyenne 8,2 heures de plus par semaine que les hommes aux travaux domestiques non rémunérés
- 16,8% des femmes bénéficient d'un crédit pour un usage quelconque



¹ Document préparé par Delphine Brun, conseillère inter-agences GenCap au Cameroun, 17 Octobre 2019.

Les discriminations entre filles et garçons, femmes et hommes restent un obstacle majeur au développement humain au Cameroun. Le pays arrive au **141^{ème} rang parmi les 189 pays classés par rapport à leur niveau d'inégalité entre les sexes**². L'indice d'inégalité révèle d'importantes disparités dans les trois dimensions clefs du développement humain que sont la santé reproductive, l'éducation et l'accès à l'emploi.

Les rapports sociaux entre les sexes et la perception que femmes et hommes ont de leur rôle et de celui du sexe opposé ancrent, justifient et maintiennent des pratiques inégalitaires au sein des ménages et de la société. Ces inégalités se révèlent de différentes manières dans les régions affectées par les crises, comme expliqué ci-dessous.

Rôles sexués et charges de travail :

Au Cameroun, la responsabilité pour les différentes activités de base— préparer les repas, chercher et stocker de l'eau, s'occuper de l'hygiène des enfants et de l'hygiène ménagère, prendre soin des personnes dépendantes du foyer et de la communauté (personnes avec handicap, âgées, malades, orphelins) est principalement portée par les femmes et les filles. Les femmes consacrent en moyenne 8,2 heures de plus par semaine que les hommes aux travaux domestiques non rémunérés. Dès lors, et parce que ces tâches nécessitent un investissement en temps quotidien important, les femmes sont particulièrement affectées par le manque d'accès aux activités génératrices de revenus. Ceci signifie aussi moins de temps de repos et un plus faible accès aux loisirs et aux forums de prise de décision.

La charge de travail des femmes augmente considérablement, notamment en situation de déplacement, du fait d'une hausse de la morbidité engendrant des soins accrus et du fait, également, que les tâches quotidiennes, telles que la collecte de l'eau ou du bois de chauffe, deviennent souvent plus ardues.

Cette division des rôles et responsabilités a évolué, en particulier dans les zones affectées par les conflits. Ainsi, les hommes ont davantage de difficultés à trouver un emploi, du fait de l'insécurité et, aussi, du fait que, suite au déplacement, ils ne font pas partie des réseaux informels qui leur permettraient d'accéder à des activités génératrices de revenu. En conséquence, ils peinent à subvenir aux besoins de leur famille, situation qui compromet leur rôle de chef de ménage. Dans le même temps, pour gagner leur vie, les femmes assument de nouvelles responsabilités tout en continuant à s'occuper du foyer. Dans le Nord-Ouest et le Sud-Ouest, par exemple, les hommes déclarent avoir des revenus moindres que ceux déclarés par les femmes. Le rôle économique croissant des femmes leur donne un pouvoir de décision plus important sur les questions domestiques et éducatives au sein de leur foyer³.

Tandis que les hommes cherchent à reproduire les idéaux masculins de soutien et de chef de famille, le contexte politique et économique actuel leur fait subir une pression croissante. La détention du pouvoir économique comme instrument de domination masculine est mise à mal. Le contexte de crise est perçu par certains comme les « dévirilisant » économiquement. La frustration que ressentent les hommes de se retrouver sans emploi, ne pouvant plus assurer le rôle socialement attendu d'eux de pourvoyeur et protecteur de la famille, combiné au fait que la violence soit considérée comme socialement acceptable dans certaines communautés, se manifestent par un recours à la violence conjugale comme moyen d'affirmer leur autorité et leur domination. Ainsi, dans le Sud-Ouest et le Nord-Ouest, les femmes disent être davantage confrontées aux violences domestiques. Le modèle de « masculinité hégémonique » qui prévaut crée un climat général de violence, indiquant la nécessité d'approches holistiques qui confèrent les moyens aux hommes de faire des choix de vie non violents.

Accès et contrôle des ressources :

L'utilisation, la possession et le contrôle par les femmes des ressources du foyer est d'autant plus faible que le bien a de la valeur, que celle-ci soit sociale (prestige) ou économique. Ainsi, seulement 3% des femmes sont propriétaires d'une maison sans titre foncier et 1,6% sont propriétaires d'un titre foncier à leur nom⁴. Les femmes ont accès à des parcelles qu'elles mettent en valeur⁵. Mais, cet accès à la terre ne leur permet pas d'en avoir le contrôle, ne jouissant pas de l'héritage foncier de leurs parents et maris. Ainsi, lorsque la terre est en jeu, les femmes n'ont que peu la possibilité de faire valoir leurs droits.

² UNDP, *Gender inequality index*, 2017

³ CARE & PLAN INTERNATIONAL, *Rapid Gender Analysis, South West and North West Cameroon*, April May 2019.

⁴ ONU Femmes Cameroun, *Rapport annuel 2018*, p. 9

⁵ CARE, *Analyse Rapide Genre*, p2, 2014

L'accès des femmes au crédit reste également limité : 16,8% des femmes bénéficient d'un crédit pour un usage quelconque. La charge de travail non rémunérée qu'implique le travail reproductif, combiné au fait que les femmes aient un accès et un contrôle extrêmement restreint des ressources explique, en partie, que la population féminine est davantage frappée par la pauvreté : Alors que 39% de la population nationale vit sous le seuil de pauvreté, ce taux s'élève à 51,5% pour les femmes. Parmi elles, 79,2% sont en situation de sous-emploi⁶.

Concernant l'accès distinct des femmes et des hommes à l'aide humanitaire, une analyse systématique, prenant en compte les différentes régions affectées, demeure nécessaire.

A l'Extrême Nord, certains hommes auraient pallié à leur pouvoir de domination ébranlé, du fait d'un rôle économique en déclin, en confisquant les documents officiels de leurs épouses ; documents bien souvent nécessaires pour accéder à l'aide humanitaire⁷.

Participation aux prises de décision et vie publique :

Malgré que les femmes soient numériquement majoritaires parmi la population jeune et adulte du Cameroun, elles sont largement exclues des opérations de sécurité, des processus de résolution des conflits et de renforcement de la paix en général.⁸ Seulement 4,21% de la population percevrait les femmes comme des actrices dans la gestion des conflits⁹. La plupart des mécanismes et des processus de paix au Cameroun n'incluent pas les femmes et, de plus, les relèguent au statut de victimes.

Au niveau des instances nationales, la représentation des femmes reste très faible. Outre l'Assemblée nationale, où des progrès considérables ont été accomplis avec 30,5% de femmes, d'autres institutions accusent un vrai retard : le gouvernement compte 6% de femmes, tandis qu'elles étaient 27,1% au parlement en 2017¹⁰. De 2013 à 2018, la proportion de mairesses est de 8,3%¹¹. A l'image des indicateurs nationaux, le statut social de la femme au sein des communautés n'est pas enviable. Dans tous les groupes ethniques, les hommes contrôlent tous les biens stratégiques de la famille (terre, bétail, argent, éducation des enfants, accès aux soins de santé, etc.) et en conséquence ont le plein pouvoir de décision sur ces aspects. Quant à la femme, elle contrôle les ustensiles domestiques, la gestion des rations alimentaires quotidiennes, l'eau et l'hygiène du ménage. Les adolescentes sont aussi largement exclues des prises de décisions familiales et communautaires et disposent de peu de recours pour se faire entendre¹².

Bien que les femmes et les jeunes disposent de cadres de regroupement (groupes de tontine pour les femmes, association des jeunes hommes), ils participent peu ou pas du tout à la prise de décision au niveau de la communauté. Les décisions sont prises par le chef de village, entouré de son conseil et des notables du village (généralement exclusivement des hommes)¹³. Ainsi, malgré le rôle prépondérant des femmes dans la production agricole et l'économie domestique, les hommes ont un accès privilégié aux réunions publiques communautaires et prennent souvent seuls les décisions qui concernent la communauté.

Démographie des déplacés, réfugiés et retournés :

Sur la base des données fournies par le *Displacement tracking matrix* d'IOM et par UNHCR sur les réfugiés, la distribution par sexe et par âge des populations déplacées, réfugiées ou retournées est comme suit :

⁶ ONU Femmes Cameroun, *Rapport...*, p. 9

⁷ ONU Femmes, *Audit de sécurité combiné aux cartographies de risques et de vulnérabilité dans le contexte des violences basées sur le genre*, p.6, juillet 2018

⁸ WILPF, *Cameroon country context*. Pour protester contre la situation, les femmes du Nord-Ouest et Sud-Ouest organisent des campagnes de protestation contre la violence, s'habillant de noir les premiers et derniers mercredis du mois, décidées à continuer ainsi jusqu'à ce qu'une solution soit trouvée au conflit (OCHA, *Cameroon : North-West and South-West situation report No 8*, p.2, June 2019).

⁹ WILPF Cameroun, *Rapport de l'Etude de base pour l'élaboration du Plan d'Action de la Résolution 1325 du Conseil de Sécurité des Nations Unies et des Résolutions connexes au Cameroun*, Février 2017

¹⁰ http://www.wilpf-cameroon.org/wp-content/uploads/2018/10/Cameroon-UPR_EnglishWEB-FINAL-.pdf

¹¹ Annuaire Statistique du MINPROFF, Edition 2014, p.31

¹² Plan international, *Les adolescentes dans la crise prolongée : la crise du lac Tchad*, juin 2018

¹³ CARE, *Analyse...*, p2

Crise	Sexe	Age	Déplacés	Refugiés (RCA, Nigeria et autres nationalités)	Retournées (Anciens déplacés)
Crise RCA (Adamaoua, Centre, Est, Nord)	Filles	0 à 17 ans		27,17%	
	Femmes	18 à 59 ans		22,83%	
		+ 59 ans		1,54%	
		Population féminine			51,53%
	Garçons	0 à 17 ans		27,53%	
	Hommes	18 à 59 ans		18,90%	
		+ 59 ans		2,04%	
Population masculine			48,47%		
Crise Extrême Nord	Filles	0 à 17 ans	30,00%	30,26%	30,00%
	Femmes	18 à 59 ans	18,00%	20,90%	18,00%
		+ 59 ans	1,00%	2,16%	1,00%
		Population féminine		49,00%	53,33%
	Garçons	0 à 17 ans	32,00%	30,20%	32,00%
	Hommes	18 à 59 ans	17,00%	14,23%	17,00%
		+ 59 ans	2,00%	2,24%	2,00%
Population masculine		51,00%	46,67%	51,00%	
Crise Nord-Ouest & Sud-Ouest (Adamaoua, Littoral, Nord-Ouest, Ouest, Sud-Ouest)	Filles	0 à 17 ans	22,17%	20,05%	22,65%
	Femmes	18 à 59 ans	26,39%	24,93%	26,22%
		+ 59 ans	2,78%	0,79%	2,95%
		Population féminine		51,33%	45,78%
	Garçons	0 à 17 ans	21,91%	19,70%	22,27%
	Hommes	18 à 59 ans	24,54%	33,96%	23,71%
		+ 59 ans	2,21%	0,56%	2,21%
Population masculine		48,67%	54,22%	48,19%	

- La population déplacée et réfugiée est jeune : Près de 55% des réfugiés de RCA sont des enfants de moins de 18 ans. Ce taux s'élève à respectivement 60% et à 62% à l'Extrême Nord parmi les réfugiés et parmi les déplacés de moins de 18 ans. Les enfants de 0 à 17 ans constituent 44% de la population déplacée et près de 40% des réfugiés dans la crise affectant le Nord-Ouest et le Sud-Ouest. Le nombre de filles et de garçons déplacés, réfugiés ou retournés est équilibré dans les trois contextes de crise que connaît le Cameroun.
- En termes de répartition par sexe de la population, on note une proportion de femmes supérieure à celle des hommes parmi les réfugiés de RCA et ceux de l'Extrême Nord. A l'inverse, dans la crise affectant le Nord-Ouest et le Sud-Ouest, les hommes réfugiés sont significativement plus nombreux que les femmes réfugiées de la même tranche d'âge.
- La distribution par sexe des populations déplacées et retournées est quant à elle équilibrée. Ces éléments démographiques doivent être pris en compte dans la programmation humanitaire : Là où les femmes sont majoritaires, cela signifie que beaucoup se retrouvent dans le rôle de cheffes de famille, facteur de grande vulnérabilité sociale et économique. Ainsi, elles représentent 31% des ménages au Sud-Ouest et 38% des ménages au Nord-Ouest, ce qui constitue une augmentation d'environ 10% par rapport à 2017¹⁴. Cette population féminine se trouve à risque de violences basées sur le genre, en particulier de risque d'abus et d'exploitation sexuels. Aussi, une population adulte majoritairement masculine peut accroître les risques de protection auxquelles les femmes sont confrontées mais, également, leur charge de travail, se retrouvant alors responsables des corvées domestiques et de cuisine pour un nombre accru de personnes.
- La population âgée, même si elle ne représente qu'environ 5% des groupes concernés, nécessite une attention particulière du fait de la vulnérabilité liée à leur âge, en particulier lorsque celles-ci ont perdu, du fait de la migration, les réseaux d'appui familiaux et communautaires dont elles bénéficiaient précédemment.

¹⁴ WFP, *Emergency food security assessment North West and South West*, p. 13, January 2019



Santé :

- Le taux de mortalité maternelle est élevé (782 décès pour 100 000 naissances vivantes).
- Le taux de natalité chez les adolescentes est de 105,8 naissances pour 1 000 jeunes filles âgées de 15 à 19 ans¹⁵.
- Ces dernières années, la mortalité maternelle et infantile a augmenté du fait que les femmes pratiquent des accouchements traditionnels dans les brousses avec tous les risques auxquelles leurs bébés et elles-mêmes sont exposés¹⁶. Dans certaines zones du Sud-Ouest et Nord-Ouest, seules 6% des femmes donneraient naissance dans des centres de santé¹⁷. Le faible taux d'accouchements assistés, l'insuffisante prise en charge des complications obstétricales et l'accès limité aux services de santé contribuent à l'augmentation de la mortalité maternelle.
- 5% des femmes et 2,3% des hommes âgés de 15 à 64 ans vivent avec le VIH SIDA¹⁸. Les femmes sont moins bien informées que les hommes des moyens de prévenir la transmission sexuelle du VIH SIDA¹⁹.
- Les conduites à risque, les violences sexuelles et le recours à la prostitution comme stratégie de survie entraînent une augmentation des maladies contagieuses, en particulier du VIH SIDA. Le manque d'accès aux méthodes de contraception, combiné à la faible couverture de services de santé sexuelle et reproductive, renforce ce problème. Les jeunes (les adolescentes en particulier) sont les plus confrontés aux conduites à risque, entraînant grossesses précoces, avortements à risque et MSTs.
- Du fait des croyances qui entourent l'utilisation de méthodes contraceptives, les jeunes filles y ont un très faible accès. Au Sud-Ouest et Nord-Ouest, le préservatif masculin demeure la méthode la plus répandue de prévenir MSTs et grossesses non désirées²⁰.
- Au Sud-Ouest et Nord-Ouest, les personnes vivant avec le VIH et qui étaient sous ARV, ne peuvent plus accéder aux médicaments lorsque réfugiées dans la brousse, accroissant d'autant le risque de contamination²¹.
- La peur du stigma social, la crainte que les parents les rejettent, la pauvreté et le fait de ne pouvoir être accompagnées par le père du futur enfant dans le partage des responsabilités parentales, poussent certaines filles enceintes à interrompre leur grossesse. Au Sud-Ouest et Nord-Ouest, alors que 61% d'entre elles vont chercher assistance à l'hôpital, que 56% d'entre elles font appel à des docteurs traditionnels, 28% agissent à la maison, à l'aide de médicaments ou autres méthodes²².



Éducation :

- Le pourcentage de femmes de plus de 25 ans ayant atteint un certain niveau d'éducation secondaire est de 32,5% contre 39,2% pour les hommes.
- Les jeunes filles faisant des études universitaires s'orientent avant tout vers les filières littéraires, de droit, d'économie et de gestion économique et sociale. Elles ne représentent que 32,3% des effectifs en filière scientifique, pourtant plus prometteuses en termes d'emploi²³.
- Depuis plus de trois ans, des dizaines de milliers d'enfants dans l'Extrême Nord, dans le Nord-Ouest et le Sud-Ouest du Cameroun n'ont pu reprendre le chemin de l'école.
- Dans les lieux offrant encore la possibilité de mener une scolarité, lorsque les frais scolaires ne peuvent être payés pour tous, les garçons sont dans certains cas privilégiés : Tandis qu'ils vont en classe, les filles sont chargées des corvées domestiques et de petit commerce permettant de soutenir leur famille. Ceci s'inscrit dans un environnement national favorisant déjà, avant la crise, l'éducation des garçons par rapport aux filles : Au primaire, c'est 110% des filles contre 125% des garçons qui sont scolarisés (taux brut de scolarisation). Au secondaire, l'écart se creuse, avec 53% de filles scolarisées contre 65% de garçons²⁴.
- Au-delà des coûts associés à la scolarité, les adolescentes doivent faire face à des obstacles supplémentaires, en particulier dans le secondaire, principalement en raison du fardeau des tâches ménagères.

¹⁵ <http://hdr.undp.org/en/composite/GII>

¹⁶ ONU Femmes, *Profil...*, p.4

¹⁷ IMC, July 2018

¹⁸ *Rapport de l'enquête CAMPHIA 2018*

¹⁹ Annuaire Statistique du MINPROFF, p.84

²⁰ CARE & PLAN INTERNATIONAL, *Ibid.*

²¹ ONU Femmes, *Profil...*, p.4

²² CARE & PLAN INTERNATIONAL, *Ibid.*, p. 7

²³ Annuaire statistique MINESUP 2012

²⁴ Annuaire statistique de l'éducation 2018

Les conditions de sécurité et les distances à parcourir pour aller à l'école sont également d'importants obstacles à l'éducation. À cela s'ajoutent les facteurs clés que sont la pauvreté et les déplacements, à cause desquels un grand nombre de filles ne sont jamais allées à l'école²⁵.



Sécurité alimentaire :

• L'activité économique a été fortement impactée du fait du conflit. Les déplacements ont signifié une perte des ressources permettant l'autonomie alimentaire. Il s'agit au premier chef des champs et du bétail mais aussi des biens productifs des foyers. Les hommes, qui sont en forte majorité propriétaires en titre des terres²⁶, sont affectés par la spoliation de leur propriété ou le fait que celle-ci soit devenue inaccessible. Les femmes sont aussi lourdement affectées : Le secteur rural est principalement porté par les femmes qui représentent 71,6% dans le secteur informel agricole²⁷. Par ailleurs, dans le Nord-Ouest et le Sud-Ouest, nombre de femmes vivant de la coupe et couture ont dû laisser derrière elles leur machine à coudre, les plongeant dans une situation économique très précaire. Les hommes, qui étaient salariés, ont abandonné leur emploi ou ont quitté la ville parce qu'ils ne pouvaient continuer leur travail au regard de l'insécurité ambiante²⁸.

• Les marchés du Nord-Ouest et Sud-Ouest sont dominés par les détaillants qui composent autour de 60% de tous les commerçants. Au Nord-Ouest, 72% des petits détaillants sont des femmes. Les hommes dominent le commerce de gros dans les deux régions, la majorité des hommes commerçants (61%) étant des grossistes. Les clients sont principalement des hommes, indiquant un potentiel risque de protection pour les femmes le long des routes et au marché²⁹.

• Les hommes travaillant dans le transport entre la capitale économique et les villages de la région du Sud-Ouest, voient leur activité freinée, du fait de l'insécurité et de la restriction des mouvements des personnes et des biens. Les blocus récurrents qui entravent les échanges commerciaux transfrontaliers avec le Nigéria affecteraient particulièrement l'activité commerciale des femmes, qui commercialisaient des denrées alimentaires venues de là-bas³⁰.

• L'insécurité alimentaire affecte davantage les populations déplacées. L'index de sécurité alimentaire indique que 50% des déplacés du Nord-Ouest et 41% des déplacés du Sud-Ouest sont en insécurité alimentaire³¹. Les hommes chefs de ménage, dans les deux régions, et quel que soit leur statut, seraient plus affectés par l'insécurité alimentaire sévère que les femmes cheffes de ménage, à l'exception du Nord-Ouest où les femmes de la population locale sont significativement plus affectées.

• L'augmentation des prix des denrées alimentaires, comme c'est le cas à Buea, affecte l'ensemble de la population. Toutefois, face à cette situation, les stratégies d'adaptation sont distinctes. Les filles, en particulier, sont les plus vulnérables à l'exploitation sexuelle pour couvrir leurs besoins alimentaires. Filles et femmes enceintes et allaitantes ainsi que les jeunes enfants seraient pour leur part affectés par une alimentation insuffisante et trop peu variée³².

• Tandis qu'aucune étude n'a permis, à ce stade, de comprendre comment la nourriture, en cas de pénurie, était partagée entre les membres d'un même foyer, on peut penser que certains membres peuvent vraisemblablement être privilégiés dans la quantité et la qualité de l'alimentation reçue, en fonction de leur âge et de leur sexe. Ainsi, par exemple, les adolescentes à l'Extrême Nord laisseraient les jeunes membres de leur famille manger en premier³³. Davantage d'information, permettant de comprendre comment les dynamiques intrafamiliales affectent la sécurité alimentaire de chacune et de chacun, mériterait d'être collectée.



Nutrition :

• La prévalence de la malnutrition des garçons de moins de 5 ans est plus élevée que pour les filles du même groupe d'âge, quel que soit l'indice anthropométrique utilisé. Ainsi, 33,5% de garçons contre 29,8% de filles accusaient un retard de croissance en 2014³⁴. Les raisons de l'écart entre le taux de malnutrition des garçons et des filles devraient être davantage analysées afin d'informer la réponse apportée.

²⁵ Plan International, *Ibid*, p.52

²⁶ En 2011, ce sont 2,7% des femmes qui possèdent une maison avec titre foncier et 2,8% qui possèdent un terrain avec titre foncier (Annuaire Statistique du MINPROFF, p.65)

²⁷ Annuaire Statistique du MINPROFF, p.59

²⁸ Le Monde, *L'Ouest Anglophone du Cameroun en quasi faillite*, 20 août 2019

²⁹ WFP, *Ibid*, p. 25

³⁰ ONU Femmes, *Profil...*, p.6

³¹ WFP, *Ibid*, p.19

³² ONU Femmes, *Profil...*, p.5

³³ Plan International, *Ibid*, p.52

³⁴ MICS 5 Cameroun, 2014

- Des données récentes sur la situation nutritionnelle au Sud-Ouest et au Nord-Ouest indiquent qu'en général, les garçons sont plus affectés par la malnutrition chronique modérée (MAM) et la malnutrition chronique sévère. Seulement au Nord-Ouest trouve-t-on un taux de MAM plus élevé parmi les filles (1,8% contre 1,5% de garçons). Ces derniers demeurent toutefois significativement plus touchés par la malnutrition sévère (3,6% contre 1,8% pour les filles)³⁵.
- Il n'y a pas de différence significative dans la manière dont les filles et garçons de de 0 à 23 mois sont allaités ni dans la durée de leur allaitement³⁶.



Eau, hygiène et assainissement :

- Les déplacés partagent les abris, points d'eau, latrines et douches avec les populations hôtes. Cette promiscuité accrue ne donne pas aux filles et aux femmes la privauté nécessaire, exposant celles-ci aux risques de violences³⁷.
- Face à la pression démographique que les déplacements ont créée dans les différentes régions affectées, l'alimentation en eau demeure insuffisante. Ceci implique, pour les filles, les garçons et les femmes en charge de la collecte de l'eau, de marcher de longues distances.
- Ceci a des effets sur leur sécurité. Ainsi, la présence des Boko Haram dans les forêts ou les brousses de l'Extrême Nord constituent un danger sans précédent pour les femmes à la recherche des ressources naturelles³⁸. Ces tâches représentent aussi un investissement en temps affectant leur capacité à étudier ou à s'engager dans des activités génératrices de revenus³⁹.
- Dans les zones péri urbaines ou locales, les filles et les femmes sont souvent harcelées quand elles vont aux toilettes. Les tabous qui entourent la défécation et les menstruations, combinés au manque récurrent de privauté des installations sanitaires, poussent certaines filles et femmes à n'utiliser toilettes et douches que lorsque la nuit est tombée.
- L'hygiène menstruelle demeure un sujet sensible, qu'il est difficile pour les jeunes filles d'aborder dans le cadre familial. Elles sont peu préparées et, dans certains cas, ne savent pas ce qui leur arrive lors de la survenue de leurs premières règles. Les menstruations étant communément jugées comme sales, les filles et femmes sont écartées de certaines activités durant la période des règles.
- Au Sud-Ouest et au Nord-Ouest, les filles déplacées ont les plus grandes difficultés à accéder au matériel hygiénique nécessaire, utilisant du papier toilette, des feuilles d'arbre, des éponges ou des morceaux de tissus, qu'elles nettoient avec du savon lorsque celui-ci est disponible. Les rapports sexuels de survie sont parfois motivés par le fait d'obtenir l'argent nécessaire pour du matériel hygiénique⁴⁰. Le manque de matériel d'hygiène intime, combiné à un accès limité à des installations d'assainissement appropriées, constituent par ailleurs un frein à leur éducation.⁴¹



Protection :

- Filles et garçons, femmes et hommes sont distinctement affectés par la violation de leurs droits. Dans l'ensemble des régions confrontées à la crise, les risques de protection encourus sont souvent distincts, selon le sexe, l'âge et la diversité. Au-delà de l'idée reçue que les filles et les femmes formeraient l'immense majorité des personnes confrontées à des atteintes à leur sécurité, les deux moitiés de la population sont bel et bien touchées. Ainsi, par exemple, pour les deux régions du Sud-Ouest et du Nord-Ouest, pour la période de janvier à juin 2019, 55,3% des victimes de violations de leurs droits étaient de sexe féminin, contre 44,7% de garçons et d'hommes⁴². Les personnes déplacées sont la catégorie de la population la plus vulnérable, filles et femmes étant les plus affectées du fait de leur statut social et économique inférieur, aggravé par le déplacement : Elles forment la majorité des victimes de violences sexuelles (89% des survivants enregistrés en juin pour le Sud-Ouest et le Nord-Ouest étaient des filles et des femmes⁴³).
- Beaucoup de femmes sont devenues veuves du fait de la crise. Ainsi, elles représentent 31% des ménages au Sud-Ouest et 38% des ménages au Nord-Ouest, ce qui représente une augmentation d'environ 10% par

³⁵ WFP, *Ibid*, p. 23

³⁶ MICS 5, *Ibid*

³⁷ IRC Cameroon Country Program, *Gender Based Violence -Rapid Assessment*, South West Region, January 2019.

³⁸ ONU Femmes, *Audit...*, p.8

³⁹ Plan International, *Ibid*, p.8

⁴⁰ CARE & PLAN INTERNATIONAL, *Ibid*, p. 5

⁴¹ Plan International, *Ibid*, p.48

⁴² OCHA, *Cameroon: Humanitarian snapshot in South-West and North-West regions*, June 2019

⁴³ OCHA, *Cameroon...*, p.6

rapport à 2017⁴⁴. Elles se trouvent particulièrement à risque de violences basées sur le genre, en particulier de risque d'abus et d'exploitation sexuels.

- Les filles, ainsi que les femmes devenues cheffes de famille du fait de l'enrôlement ou du décès de leurs époux, recourent parfois au sexe de survie pour subvenir aux besoins de leurs familles. Ces relations sexuelles se font, dans certains cas, en échange de la libération des maris et des fils⁴⁵. A l'Extrême Nord, les filles et femmes déplacées sont parfois retenues, utilisées comme « monnaie d'échange » avec le Gouvernement ou comme kamikazes⁴⁶.
- Les garçons adolescents sont particulièrement à risque de recrutement forcé par les groupes armés.
- Dans le Nord, le Sud-Ouest et le Nord-Ouest, les jeunes hommes et les hommes sont davantage confrontés aux arrestations arbitraires, passages à tabac, tortures et exécutions extrajudiciaires⁴⁷. Ils sont aussi plus à risque d'être la cible des attaques armées et sont davantage confrontés aux risques de blessures ou de décès directement liés au conflit.
- Les hommes, parce qu'ils jouissaient d'un accès privilégié à la propriété par rapport aux femmes dès avant la crise, sont directement affectés par la spoliation de leur terre et leur maison.
- Les femmes, les hommes, les garçons et les filles qui ont subi des violences et ont vu leur proches maltraités et tués, traînent des blessures psychologiques et des traumatismes graves⁴⁸.



Protection de l'enfance :

- Les adolescentes constituent un groupe particulièrement vulnérable du fait de l'effet combiné de leur âge et des discriminations sexistes qu'elles subissent, entraînant des menaces spécifiques à leur encontre et niant leur accès égal aux services. Alors que 11,4% des jeunes filles de moins de 15 ans et 36% des jeunes filles de 18 ans sont mariées au Cameroun⁴⁹, la situation de crise dans les différentes régions a entraîné une augmentation de ce phénomène. Tandis que l'âge idéal pour qu'une fille se marie était de 18 ans avant la crise, de plus en plus de filles sont poussées à se marier entre 14 et 17 ans. En particulier, les jeunes filles ayant arrêté l'école se trouvent de plus en plus confrontées aux mariages précoces mais aussi aux grossesses non désirées, du fait, à la fois, d'être mariées trop tôt et parce que les violences sexuelles qu'elles subissent sont en augmentation. Le mariage précoce constitue une stratégie permettant d'éviter les grossesses précoces hors mariage et, aussi, un moyen pour les parents d'alléger leurs charges dans une situation où nourrir tous les membres de la famille est devenu périlleux.
- A l'Extrême Nord, les adolescentes ont fait état d'une grande diversité d'actes de violence, y compris la violence liée aux conflits, la violence communale, ainsi que la violence domestique, qui s'immiscent dans pratiquement tous les aspects de leur vie⁵⁰. Elles sont confrontées à des actes de harcèlement sexuel et de violence sexuelle ainsi qu'à des enlèvements et mariages forcés perpétrés par des groupes armés. Les adolescentes ayant survécu aux agressions sexuelles se butent à la stigmatisation et sont parfois forcées de se marier avec leur agresseur⁵¹.
- Au Nord-Ouest et au Sud-Ouest, les filles font face à un risque accru de violences sexuelles. Elles sont également davantage confrontées à la prostitution comme stratégie de survie⁵². Tandis qu'elles savent que de telles pratiques les exposent aux maladies sexuellement transmissibles, elles sont peu au fait des mesures leur permettant de s'en protéger.
- Les situations de déplacement impliquent une augmentation de la charge de travail pour les filles et pour les adolescentes en particulier. Ainsi, au-delà des travaux de collecte d'eau, de bois, de ménage, les adolescentes ont parfois la responsabilité de s'occuper des membres âgés dans leur famille⁵³. Les corvées domestiques, avec la nécessité de parcourir de longues distances en quête de bois de chauffe et d'eau, les exposent au harcèlement et aux violences physiques et sexuelles.
- La déscolarisation expose les enfants et les adolescents, filles et garçons, à des risques accrus de violences. Cela signifie aussi qu'ils sont de plus en plus sollicités pour contribuer à l'appui à leur famille, travaillant comme servants ou devant s'impliquer dans les travaux agricoles. A l'Extrême Nord, ainsi qu'au Nord-Ouest et au Sud-Ouest, les adolescentes séparées de leurs parents sont plus susceptibles de s'engager

⁴⁴ WFP, *Ibid*, p. 13

⁴⁵ ONU Femmes, *Profil...*, p.2

⁴⁶ CARE, *Suffering in Silence: The 10 most under-reported humanitarian crises of 2017*, p.8.

⁴⁷ Amnesty International, *Une tournure tragique, Violence et atteintes aux droits humains dans les régions anglophones du Cameroun, 2017*

Le Monde, Au Cameroun anglophone, le business du rapt, 14 aout 2019

⁴⁸ ONU Femmes, *Profil...*

⁴⁹ ONU Femmes Cameroun, *Rapport...*, p. 9. Le mariage précoce touche avant tout les filles : En 2014, 22,3% des adolescentes contre 1,3% des adolescents de 15 à 18 ans étaient mariées ou en union (Annuaire Statistique du MINPROF, p.108)

⁵⁰ Plan international, *Ibid*

⁵¹ Plan International, *Ibid*, p.7

⁵² CARE & PLAN INTERNATIONAL, *Ibid*

⁵³ Plan International, *Ibid*, p.42

dans des activités de subsistance à petite échelle, en tant que vendeuses, couturières et aides à domicile, pour gagner de l'argent et ainsi subvenir à leurs besoins. Les filles qui travaillent comme servantes sont particulièrement vulnérables aux agressions sexuelles.

- Au Sud-Ouest, les jeunes garçons n'allant plus à l'école recourent, pour certains, à la consommation d'alcool et de drogues (tramador, etc), ce qui nuit considérablement à leur santé physique et mentale. Leur oisiveté forcée augmente également le risque d'être recrutés par les groupes armés.



Violences basées sur le genre :

- Au Cameroun 43,2% des femmes en union sont confrontées aux violences conjugales. Ce sont 39,8% et 14,5% d'entre elles qui sont respectivement confrontées aux violences émotionnelles et sexuelles. A l'échelle nationale, 20,1% des femmes auraient été forcées lors de leur premier rapport sexuel⁵⁴. En tout, 56,4% des femmes en union a été confrontée à au moins l'une de ces formes de violences⁵⁵. Sur le plan légal, l'absence de criminalisation de la violence domestique et du viol conjugal constitue une lacune majeure dans la protection des droits des femmes⁵⁶.

- Les violences basées sur le genre sont en augmentation depuis le début de la crise : Une consultation menée dans le Sud-Ouest⁵⁷ montre que 85% des répondants pensent que femmes et filles font face aux violences, qu'il s'agisse de viol, d'abus sexuels, de violence conjugale, de déni de ressources ou d'opportunité, de violence psychologique, de violence physique ou de mariage précoce. Les jeunes femmes du groupe d'âge 15-35 ans, seraient les plus à risque.

- Dans la région de l'extrême-nord, de février 2018 à Juin 2019, 97% de cas de VBG sont déclarés par les femmes, dont environ 12% de cas sont des violences sexuelles. Dans 84 % des cas, l'auteur des violences est le partenaire intime⁵⁸.

- La violence sexuelle commise par les groupes armés ou par d'autres hommes est une réalité à laquelle sont parfois confrontés les garçons et les hommes. Ainsi, 11% des cas de VBGs rapportés en juin étaient des garçons et des hommes⁵⁹. Tandis que les violences conjugales et agressions sexuelles visant les femmes sont fort peu rapportées à la police, ces chiffres sont pratiquement de zéro concernant les violences subies par les hommes⁶⁰. Poursuivre les auteurs de violences sexuelles contre les hommes constitue un véritable défi puisque la définition que donne le code pénal Camerounais n'inclut pas le viol à l'encontre de la population masculine. Ainsi, les avocats ont dû avoir recours au terme d' « homosexualité forcée » comme élément permettant d'asseoir des poursuites judiciaires⁶¹.

- Le manque de mécanisme de référencement formel permettant d'orienter les survivant-e-s limite grandement l'accès de celles-ci aux services holistiques adéquats. Les centres de santé, bien que plus accessibles, n'offrent pas la privauté et la confidentialité qui est recommandée pour le traitement de tels cas. L'information concernant les cas de violences n'est pas non plus stockée de manière sûre. Le manque d'appui pour couvrir les frais médicaux ainsi que le manque de kits PEP complets nuit à la qualité de la prise en charge⁶². L'accessibilité au certificat médico-légal demeure limitée car ceux-ci sont payants⁶³. Par ailleurs, les survivant-e-s, dans certaines localités, ne reportent pas les violences subies à la police, par peur d'être arrêtés ou par crainte que leur cas ne soit pas traité en plaçant leur propre sécurité au centre.

- Au-delà de l'absence ou de l'inadéquation des services existants, les survivantes font face à différents freins les empêchant de rapporter les violences subies. Ainsi, la représentation sociale du mariage, voulant qu'une femme/fille violée ait très peu de chance de trouver un époux, étant considérée comme « un habit déchiré », les pousse au silence. Aussi, la culpabilité du viol subi est parfois reportée sur la victime qui, par ses agissements ou une tenue jugée inadéquate, aurait « provoqué » l'agression. Parfois, les survivantes pensent qu'elles ne pourront être crues. Enfin, le niveau de pouvoir que détiennent souvent les auteurs de tels actes, avec une ascendante sur leurs victimes, la menace de représailles, la peur d'être répudiée ou la crainte d'être mariée à son bourreau constituent autant de freins à la dénonciation.

- Des cas de repassage des seins et des mutilations génitales féminines sont notés, réalité qui prévalait déjà, dans certaines régions, avant la crise⁶⁴.

⁵⁴ Annuaire Statistique du MINPROFF, p.55

⁵⁵ CARE & PLAN INTERNATIONAL, *Ibid*, p. 3

⁵⁶ http://www.wilpf-cameroon.org/wp-content/uploads/2018/10/Cameroon-UPR_EnglishWEB-FINAL-.pdf

⁵⁷ IRC Cameroon Country, *Ibid*

⁵⁸ Rapports GBVIMS (février 2018 à Juin 2019)

⁵⁹ OCHA, *Cameroon...*, p.7. At the national level, 54.6% of women and 41.2% of men have been victims of physical violence since the age of 15 (Annuaire statistique du MINPROFF, p. 55)

⁶⁰ Annuaire Statistique du MINPROFF, p.32

⁶¹ OCHA, *Cameroon...*, p.7

⁶² IRC Cameroon Country Program, *Ibid*.

⁶³ ONU Femmes, *Audit...*, p.8

⁶⁴ ONU Femmes, *Profil...*, p.3